

ANDRÉ LÉVY LANG

Professeur associé émérite en finance à l'Université Paris-Dauphine

Jean-Claude TRICHET

André, je vous laisse la parole.

André LÉVY-LANG

Je voudrais revenir rapidement sur l'état du secteur financier 12 ans après la crise. Les États-Unis sont en très bonne forme, de même que le système financier américain. Cela ne fait aucun doute. Mais en Europe, nous avons un problème. Après 12 ans de régulation, grâce au CFS et à Bâle III, les bilans des banques sont bons mais les comptes de résultats sont catastrophiques. À l'heure actuelle, la valeur de marché, la capitalisation boursière des grandes banques européennes est très inférieure à leur valeur nette comptable. Les taux négatifs n'aident pas du tout, ils sont restreints en matière de réglementation, un peu plus forte en Europe qu'aux États-Unis. La situation du crédit est très difficile.

Je vous rappelle qu'en Europe, le système bancaire assure 80 % du financement de l'économie contre 20 % aux États-Unis, il est donc très important pour l'économie européenne. Concernant mon deuxième point, je ne suis plus dans le système bancaire. Je siège dans des conseils d'administration mais je ne participe pas directement aux opérations.

La révolution commencée en 2008, en même temps que la crise, a été initiée par le lancement du premier iPhone. Aujourd'hui, on observe un certain nombre de « néo-banques » qui collectent des quantités d'argent considérables en essayant de faire comme Amazon, mais dans le secteur bancaire. En d'autres termes, elles acquièrent des clients, elles perdent de l'argent au cours du processus, elles lèvent donc plus de capitaux. Elles collectent des centaines de millions de dollars, espérant qu'un jour, elles gagneront de l'argent. N26, par exemple, est une banque née en Allemagne. Elle dispose désormais d'une licence européenne et vient d'annoncer qu'elle compte 3,5 millions de clients. Elle perd de l'argent à mesure qu'elle se développe.

Deuxièmement, les banques européennes en général sont vraiment coincées par la structure actuelle des taux d'intérêt. Elles réduisent considérablement leurs effectifs, une solution opportune. Troisièmement, elles doivent vivre avec l'héritage de systèmes informatiques qui n'avaient pas anticipé le smartphone.

Dans une certaine mesure, nous en avons peut-être trop fait en termes de réglementation. Vous pouvez y ajouter les mesures anti-blanchiment. Je viens de compter que dans une petite banque en France, où je siège au conseil d'administration, 12 % du personnel est utilisé pour traiter uniquement des questions de blanchiment d'argent et de réglementation. Le secteur bancaire n'a jamais été très populaire. Dans ce cas, il y a un risque que les banques aient un impact négatif sur la croissance européenne dans les prochains mois.

Jean-Claude TRICHET

Merci beaucoup. Ce que vous dites est vrai. 80 % ou 75 % du financement en Europe proviennent des banques. Aux États-Unis, c'est peut-être seulement 25 % ou quelque chose comme ça. L'idée qu'en temps de crise, les marchés sont beaucoup plus fiables que les banques est erronée. La liquidité peut s'évaporer et cela crée un blocus absolu du financement des États-Unis. Sans compter la possibilité que la banque centrale reconstitue massivement la liquidité sur les marchés. C'est clairement ce qui s'est produit lors de la dernière crise et cela pourrait se produire lors de la prochaine, avec beaucoup d'inconvénients et de difficultés majeures.

Merci beaucoup, André. Ce que vous avez dit sur les banques françaises s'applique à toutes les banques européennes. Nous avons des citoyens allemands dans ce groupe de travail, et ce qui me frappe, c'est que l'Allemagne est de loin le PIB le plus important d'Europe. C'est le premier exportateur européen et l'économie la plus



brillante d'Europe, en termes de compétitivité. Elle dispose d'un système bancaire qui ne correspond pas du tout à ce que nous devrions normalement observer, mais nous en discuterons peut-être avec nos amis allemands.